

N°2 NOVEMBRE



l'école  
**SNES-FSU**  
émancipée

REVUE SYNDICALE ET PÉDAGOGIQUE - PARAISSANT DEPUIS 1910



## **Nous devons mener TOUTES les luttes !**

Ce bulletin est édité à un moment charnière : nous venons de vivre un mouvement social exceptionnel qui, sans être terminé, entre cependant dans une nouvelle phase qui prend corps dans la journée de mobilisation du 23...

Il s'est passé, il se passe quelque chose de puissant dans le pays, et si la période est exaltante, elle n'en est pas moins complexe... Il s'agit à présent de tenir tous les bouts de la mobilisation, et de ne pas laisser place à la démotivation. La journée d'action du 23 n'est pas satisfaisante, dans ses modalités, ses contours, et l'absence de perspectives. Mais on ne peut pas en faire l'économie, l'investir pleinement aidera à surmonter ses insuffisances.

Le mouvement social a engrangé des moments de vraie solidarité, un retour à la confiance en l'action collective, et ce n'est pas rien ; il a aussi permis une prise de conscience de la population sur la réalité de la politique du gouvernement, et la politisation des manifestants a modifié et élargi leurs revendications : la seule question de la réforme des retraites a été dépassée, la cohérence de toutes les réformes en cours s'est imposée et c'est contre Sarkozy que la population s'est élevée, contre ce gouvernement au service des riches, contre cette politique de lutte des classes, de combat, de guerre sociale...

Dans cette même logique, il ne faut pas dissocier les dossiers ; il n'est pas question d'enterrer la question des retraites avec la promulgation de la loi, a fortiori toutes les questions sociétales avec l'affaiblissement de la mobilisation ; il n'est pas question de laisser penser que ce combat est derrière nous, et qu'aujourd'hui, on passe... à l'Education ! Le Snes a articulé les luttes sectorielles et les luttes plus générales, et il a appelé intelligemment au 6 et au 7 septembre, en s'appuyant sur la cohérence des réformes en cours. Deux mois plus tard, est-il toujours dans cette dynamique ?

A l'EE, nous soutenons qu'il faut poursuivre sur tous les plans, et mener toutes les batailles : le mouvement interpro est indispensable pour combattre les attaques à venir sur la protection sociale, sur l'emploi... Nous devons nous adresser à nos collègues avec un discours politique qui mette bien en évidence qu'il s'agit, d'un véritable choix de société. Ce travail de conviction passe par des analyses, bien entendu, mais dans l'éducation, il prend appui aussi sur les mots d'ordre clairs à même de mobiliser les collègues et les rassembler autour de consignes syndicales qui leur offrent un cadre de résistance collective ; en effet, aujourd'hui, la mobilisation contre ce gouvernement est multiforme, elle procède de l'agitation permanente, et passe nécessairement par la désobéissance ! Il faut, dans l'éduc, refuser les heures supplémentaires, refuser d'être tuteur, refuser de renseigner le livret de compétences, se battre contre la réforme des lycées ! Ces actions collectives participeront à entretenir le climat de mobilisation de nos collègues pour qu'ils s'engagent dans TOUTES les luttes, les luttes sectorielles, les luttes sociétales, contre le pouvoir en place !

**L'équipe nationale Ecole Emancipée au SNES c'est :**

Jean-Marie Barbazanges, Laurent Boiron, Céline Boudie, Yves Cassuto, Christophe Hérou, Elisabeth Hervouet, Véronique Ponvert, Olivier Sillam



**L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE**

C'est également une **revue syndicale et pédagogique**

au coeur des luttes de l'éducation et du mouvement social.

**Abonnez-vous ou réabonnez-vous (30€ par an selon revenus)**



## **Se battre encore et toujours contre la destruction de la formation des maîtres**

L'entrée dans le métier s'est faite cette année dans des conditions dramatiques ; stagiaires à 15 ou à 18 h, parfois sur plusieurs établissements, formation quasi inexistante ... Ces stagiaires font souvent un temps plus que complet puisque la formation, aussi réduite soit-elle, s'ajoute à leurs heures d'enseignement. Cela se traduit par une grande fatigue et l'impression de ne rien faire comme il faudrait. Ces conditions générales ont, dans certaines académies, pu être améliorées par l'action syndicale.

L'objectif de cette contre-réforme est non seulement la suppression de postes, c'est aussi la négation de notre métier : un métier qui s'apprend et fait de nous des concepteurs et non des techniciens. A cet égard, la « masterisation » a été l'inverse de ce que revendiquait le SNES. Elle ne s'accompagne ni d'une meilleure reconnaissance de notre qualification, ni d'une revalorisation.

Dès la rentrée, dans la plupart des académies, le SNES a organisé une présence renforcée sur les lieux de formation. La campagne de refus du tutorat a sensibilisé les titulaires sur cette question. Ces actions ont eu pour effet la médiatisation de la question mais surtout l'émergence d'une lutte organisée par les stagiaires eux-mêmes. Ainsi à Tor-

cy (77), le 1er octobre, une AG a rassemblé 80 stagiaires. Elle a été suivie d'autres AG à Créteil, Saint Denis, Romainville, Sevran. Une AG coordonnée de l'Ile de France a réuni plus de 180 stagiaires qui se sont dotés d'une plateforme de revendications :

- Droit à une présence en responsabilité devant les élèves n'excédant pas un tiers du service complet :
- Droit à deux ans de formation professionnelle rémunérée
- Droit à l'accompagnement d'un conseiller pédagogique non-évaluateur
- Transparence et uniformisation nationale des conditions de stage et de validation
- Abrogation de la masterisation, liée à la dégradation des conditions de stage

A Rennes, un collectif soutenu par le SNES a rencontré le recteur.

Le SNES doit favoriser l'émergence de ces collectifs et les soutenir partout où ils existent. Face à leur volonté exprimée d'abroger la « masterisation », le SNES doit se positionner clairement : contre la réforme comme il l'affirme ou pas.

L'Ecole Emancipée a choisi : elle appelle les stagiaires et les titulaires à rejoindre la lutte pour l'abrogation de cette « contre-réforme » inique !

## **La réforme du lycée ou le grand foutoir pour détruire le lycée**

Depuis la rentrée, une nouvelle seconde se met en place au lycée. Avant d'être pédagogique, cette réforme est avant tout économique et idéologique puisqu'elle a pour but de supprimer des enseignements disciplinaires. Il y a ainsi des réductions d'horaires en Histoire-géo, en Maths, en Français ou encore en SES. Dans cette dernière discipline la réforme du programme qui l'accompagne supprime quasiment l'enseignement des Sciences Sociales au profit de la seule et unique macro-économie. De la même manière en histoire, l'enseignement de l'Islam qui se faisait au sein d'une leçon sur la Méditerranée au XII<sup>e</sup> siècle, disparaît, au profit de l'étude de la seule chrétienté occidentale du XI<sup>e</sup> au

XIII<sup>e</sup> siècle.

Par ailleurs, un bordel permanent est organisé avec des enseignements d'explorations, qui sont en option, et surtout avec l'Accompagnement personnalisé qui, d'un établissement à l'autre change du tout au tout. Ce dernier élément a été vendu aux fédérations de parents d'élèves pour leur faire croire qu'on fait quelque chose en groupe restreint pour aider les élèves, or c'est rarement le cas, alors que des dispositifs d'aide existaient et qu'ils ont été supprimés. Le but de cette manoeuvre est de supprimer des postes en même temps que le reformatage idéologique des enseignants et des élèves.

La réforme se traduit par la mise en cause du cadre national. Les horaires des élèves, les organisations des enseignements peuvent être très différents d'un lycée à un autre. Cela donne plus d'importance au conseil pédagogique qui va avoir à sa charge, dans les établissements où il existe, les choix entre les enseignements et donc bien souvent entre les postes. Enfin les contraintes d'emploi du temps sont telles que ceux-ci sont très largement dégradés pour les élèves comme pour les personnels

La suite, c'est à dire la réforme de la Première, risque d'être du même accabit avec comme affichage, des passerelles entre les séries générales qui risquent de ne bénéficier qu'à la seule série S. De plus, le sort fait à l'Histoire-géo est

inquiétant puisque le programme de Première consiste à faire en un an ce qui faisait jusque là en deux (1ère et Terminale) avec des choix idéologiques qui vont toujours dans le sens du libéralisme. En outre, les séries S devraient passer le bac d'Histoire-géo en en Première et ne plus en faire en Terminale, ce qui devrait, là aussi, permettre de supprimer des postes. On a peine à croire que la discipline puisse se maintenir longtemps dans les autres séries.

Dans tous les cas, l'objectif final est de mettre en place un enseignement modulaire, ce qui suppose la fin du baccalauréat. Cela permettra de donner à chacun « selon ses capacités » : la vision sarkozyste de « l'égalité républicaine » !

### **LPC : tenir bon sur le refus**

Parce qu'accepter de le remplir, c'est valider l'idéologie de la loi Fillon de 2005 et du socle commun autour de compétences à visées utilitaristes. C'est jouer le jeu d'une école à deux vitesses et d'un système d'évaluation qui aura des conséquences sur le lycée et sur le marché du travail pour nos élèves.

*Consultez la motion EE à la CAN sur le site : <http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article784>*

## **Un budget de renoncement et d'austérité**

Alors que nous venons de vivre un mouvement social exceptionnel dans son ampleur et sa vivacité, le gouvernement est déjà à la tâche pour son prochain budget 2011 qui sera voté fin novembre.

La politique mise en œuvre depuis 2007 ne change pas. La décision de supprimer un poste de fonctionnaire sur deux partant en retraite continue de saigner les services publics et la fonction publique. Depuis 2002, où cette politique a subrepticement été mise en place, ce sont plus de 50 000 postes qui ont été supprimés dans l'Education Nationale, inquiétant maintenant jusqu'aux chefs d'établissements du SNPDEN. C'est dire si les dégâts sont rudes. Car, à force de supprimer des postes, ce sont des effectifs qui augmentent, l'école à deux ans qui est liquidée, les dispositifs de soutien qui s'étiolent, les remplacements qui disparaissent.... C'est toute une politique de démocratisation scolaire et d'émancipation par l'école qui est grippée... ce qui permet après de dénoncer la vacuité de ses objectifs. Il se passe d'ailleurs la même chose avec l'hôpital dont la critique devient facile, faute de

moyens suffisants et d'un management par objectifs qui détruit l'essence même du travail de soins.

Au final, la dépense d'éducation a baissé de 7,5 % du PIB à 6,5 % de 1994 à aujourd'hui. C'est l'équivalent de 20 milliards qui manquent par cette ponction. Voilà la réalité du renoncement actuel à la scolarisation. Mais comme ce dernier ne peut se dire tant la population est attachée légitimement à l'effort de scolarisation, nos puissants discutent "réforme pédagogique" pour justifier ces renoncements.

Cette année, ce sont 13 000 postes d'enseignants et 2 000 d'administratifs qui sont supprimés une nouvelle fois. Quelle argutie va être trouvée pour permettre leur suppression ? Après la suppression des RASED en 2008, après les 18 h des stagiaires en 2010...A priori, c'est la réforme du lycée qui arrive en première qui fournira l'effort cette année, voire les transferts du 1er degré vers le 2è degré.

Au lieu de supprimer un fonctionnaire sur deux, comme les manifestants le clamaient récemment, on ferait mieux de supprimer un actionnaire sur deux ! La société ne s'en porterait que mieux !

## Attendre 2012 : est-ce possible ? est-ce souhaitable ?

Ne rien faire (car il n'y a rien à faire contre ce gouvernement), et attendre patiemment 2012 : c'est la tentation confortable à laquelle cèdent certains... Ils ont tort, car c'est maintenant que s'élaborent les projets éducatifs des forces politiques en lice. C'est donc sans tarder qu'il faut mener bataille pour faire valoir nos positions pour une école égalitaire, émancipatrice et d'un haut niveau pour tous.

Les projets éducatifs du gouvernement, nous les connaissons, nous combattons et dénonçons les réformes et les rapports (Reiss, Groperrin, HCE, Attali, ...), tous plus dangereux les uns que les autres. Ceux de la possible alternance, du parti socialiste, nous les découvrons et ils sont loin de nous rassurer... tant ils comportent de similitudes avec les préconisations de l'actuelle majorité.

Ainsi, Bruno Julliard (responsable PS éducation) a-t-il animé une table ronde à l'université d'été du PS en invitant... le très libéral directeur général de l'institut Montaigne, et aucun représentant syndical. Ce n'est pas bon signe... Selon Julliard, il faudrait opérer une «révolution culturelle et structurelle» afin de rompre avec un système scolaire «élitiste et inégalitaire». Certes. Que propose-t-il ?

Sur le collège, Bruno Julliard estime qu'«il faut revoir son organisation qui est celle aujourd'hui d'un petit lycée alors que le collège doit davantage se situer dans la continuité du primaire». Cela implique un enseignement au collège moins disciplinaire (qui s'inspire de la logique du socle, et des écoles fondamentales préconisées par le rapport du HCE), des professeurs plus polyvalents avec une bivalence de matières (voire des services

partagés sur école et collège), et des statuts obligatoirement exposés... (ce dont tout le monde rêve). Le PS reprend également les idées avancées par S. Royal (vidéo de 2006) sur le temps de travail et de présence des enseignants, en prévoit l'allongement... Mais le plus grave dans le projet serait de concrétiser la volonté de modifier le travail des enseignants : mettre en place un enseignement diversifié pour tous, adapté aux besoins de chacun, c'est-à-dire une école résolument inégalitaire... Les personnels seraient perdants, l'école aussi.

Vincent Peillon, possible ministrable, souhaite «revoir le temps et les contenus d'enseignement pour les élèves » ; il suggère par exemple d'ajouter trois semaines d'enseignement annuel et de diminuer de 20% les heures de cours hebdomadaires en laissant plus de place à l'accompagnement scolaire... Se serait-il inspiré des pistes lancées par Chatel pour nourrir le débat sur les rythmes scolaires ? Il va même jusqu'à proposer la suppression du baccalauréat, qu'il remplacerait par le contrôle continu...

Le PS a besoin, pour élaborer un véritable projet éducatif de gauche, de s'entourer des experts de l'éducation, des professionnels du terrain, des spécialistes de l'éducation que sont les personnels... S'il persiste dans la voie qu'il semble avoir tracée pour l'éducation, il ne retrouvera pas la confiance électorale des enseignants. Pire, il achèvera la destruction de notre système éducatif, destruction bien entamée par la politique néolibérale en place. Il reste peu de temps...



*L'école Emancipée c'est aussi un site :*  
[www.ecoleemancipee.org](http://www.ecoleemancipee.org)

Pour nous contacter :  
[elisabeth.hervouet@snes.edu](mailto:elisabeth.hervouet@snes.edu)